
L'engagement de jeunes ouvriers et étudiants dans le mouvement contestataire clermontois en Mai-Juin 68

Nathalie Ponsard

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/siecles/699>

ISSN : 2275-2129

Éditeur

Centre d'Histoire "Espaces et Cultures"

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 87-99

ISBN : 978-2-84516-439-0

ISSN : 1266-6726

Référence électronique

Nathalie Ponsard, « L'engagement de jeunes ouvriers et étudiants dans le mouvement contestataire clermontois en Mai-Juin 68 », *Siècles* [En ligne], 28 | 2008, mis en ligne le 19 février 2013, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/siecles/699>

Nathalie PONSARD

Centre d'Histoire «Espaces et Cultures»
Université Blaise-Pascal Clermont II

L'ENGAGEMENT DE JEUNES OUVRIERS ET ÉTUDIANTS DANS LE MOUVEMENT CONTESTATAIRE CLERMONTOIS EN MAI-JUIN 68

S'il existe bien dans la mémoire collective une figure récurrente, en partie construite dans les années 1960, à la fois par les sociologues, les journalistes, et les dirigeants politiques et syndicaux, c'est la figure d'une jeunesse contestataire contre l'ordre établi et de son irruption dans le champ politique. Mais, au-delà de la mémoire générationnelle entretenue par les grands leaders et au-delà des interprétations, au croisement de l'histoire de la jeunesse et de l'histoire des «années 68» largement renouvelée depuis une vingtaine d'années¹, il semble possible à l'échelle locale d'écrire l'histoire de l'engagement des jeunes acteurs ordinaires pris dans la tourmente contestataire des années 68. Un tel projet s'inscrit dans une réflexion sur la culture politique des jeunes étudiantes et ouvrières – les modalités de leur engagement, mais aussi les vecteurs et les intermédiaires culturels en jeu dans le processus de politisation. L'intérêt

1. D'une part, Mai-Juin 68 est resitué dans le temps long que constituent «les années 68». D'autre part, face à une vision «culturaliste» et axée sur la scène parisienne et étudiante, les recherches actuelles remettent en valeur le mouvement ouvrier dans sa diversité, le mouvement contestataire provincial et enfin les acteurs ordinaires et non plus seulement les grands leaders étudiants parisiens. On lira avec profit Boris GOBILLE, *Mai 68*, La Découverte, 2008 ; D. DAMAMME *et alii*, *Mai-Juin 68*, Les Editions de l'Atelier, 2008 ; M. ZANCARINI-FOURNEL, *Le moment 68, Une histoire contestée*, Seuil, 2008 ; Ph. ARTIERES et M. ZANCARINI-FOURNEL, *68 Une histoire collective (1962-1981)*, La Découverte, 2008.

2. Préfecture du Puy-de-Dôme incarnant le pouvoir gaulliste mais aussi ville ancrée traditionnellement à gauche ; ville universitaire et industrielle marquée par la grande firme Michelin qui ne doit pourtant pas occulter un tissu de petites et moyennes entreprises dans la chimie et la métallurgie.

3. L'enquête orale en cours est fondée sur une quarantaine d'entretiens de jeunes ouvriers et étudiants en Mai-Juin 68. Les discours, recueillis suivant un guide d'entretien semi-directif, permettent de restituer les formes d'engagement et d'éclairer des trajectoires individuelles militantes.

4. *La Montagne* (journal régional d'information tirant à 200 000 exemplaires en 1968, il relate en une les événements parisiens et, dans sa rubrique régionale, fait état des meetings et publie les communiqués syndicaux et

88 politiques) ; Archives de l'UD CFDT (Arch. dép. du Puy-de-Dôme, 106

J 13, dossier Mai 68 composé d'un ensemble de tracts de la CFDT mais aussi de la CGT et de l'AGEC) ; Arch. de la Fédération du PCF du Puy-de-Dôme ; Arch. audiovisuelles de l'INA (Région Centre-Est) ; journaux télévisés *Auvergne Actualités* produits par la station régionale de l'ORTF (depuis la loi du 26 juin 1964).

de l'objet, mais aussi sa complexité, résulte alors de la combinaison de présupposés à la fois épistémologiques et méthodologiques. En premier lieu, le choix d'une histoire de la « jeunesse plurielle », celle des jeunes ouvriers et celle des étudiants, implique la prise en compte de deux mouvements sociaux *a priori* distincts : le mouvement ouvrier dominé traditionnellement par la CGT mais de plus en plus influencé par la CFDT et le mouvement étudiant orchestré par l'AGEC (Association générale des étudiants clermontois), la seule en France à être dirigée par les trotskistes. En second lieu, la focalisation sur l'espace local, Clermont-Ferrand², nécessite un regard oblique mais permanent sur l'échelle nationale et internationale. En troisième lieu, l'articulation entre le singulier et le collectif est cruciale avec le traitement d'une variété de récits autobiographiques traduisant l'expérience vécue d'acteurs ordinaires, âgés de 18 à 25 ans au moment des faits³.

Dans le cadre de cet article, nous nous proposons d'expliquer comment, à travers la confrontation de témoignages oraux et de sources écrites⁴, l'historien peut restituer les modalités et les enjeux de la contestation juvénile des pouvoirs en Mai-Juin 68. Cependant, cette focalisation sur la contestation des « pouvoirs institués » (pouvoir politique, syndical et patronal) ne montre pas toute l'ambivalence des rapports de cette jeunesse plurielle au pouvoir : en effet, les manifestations, les occupations d'usines et de facultés ne sont-elles pas des formes de « prises de pouvoir symboliques » ? La contestation des pouvoirs n'est-elle pas porteuse d'un changement de société ?

Ainsi s'explique le choix d'une approche morphologique : à travers les manifestations, on mettra en valeur l'engagement d'acteurs ordinaires dans la contestation de l'ordre politico-social ; au sein des occupations universitaires, on examinera le positionnement d'étudiants venant d'horizons différents et armés de bagages « théoriques » politiques plus ou moins élaborés, dans une arène politique complexe où se mêlent contestation et prises de pouvoirs ; enfin, par l'occupation de l'usine, on éclairera le sens du combat, mené par de jeunes ouvriers, contre les « pouvoirs de proximité ».

Les manifestations : l'expression d'une contestation de l'ordre politico-social dans les jeunessees ?

Si l'on commence par scruter les images de Mai-Juin 68⁵, autant l'irruption de la jeunesse étudiante est éclatante, identifiable en tête de cortège aux banderolles de l'AGEC, aux leaders munis de mégaphones censés être tonitruants mais restant silencieux aux Actualités régionales, et à la légendaire 2CV, autant les jeunes ouvriers pris dans la masse d'un défilé envahi par la floraison des drapeaux rouges de la CGT et des banderolles de la CFDT sont invisibles sauf s'ils participent en fin de manifestation aux actions violentes des «gauchistes». Plus ou moins visibles, ces acteurs ordinaires, fondus dans la masse, échappent à la caméra tout comme à l'interview. Et pourtant, ils participent à cette appropriation des lieux publics – tels que les rues, les places (des Salins, de Jaude ou des Carmes) formant un cercle (imparfait) autour de la préfecture. Ils sont acteurs de la mise en scène de cette contestation du pouvoir politique devenu, à travers la figure de De Gaulle, l'adversaire à abattre. Il nous importe donc de comprendre comment dans ces manifestations ils vont s'imprégner des idées martelées dans des slogans ou ostensibles sur les banderolles.

Des étudiants engagés dans un mouvement impulsé par l'AGEC

Dans les témoignages, la relation de la participation aux manifestations donne lieu à des évocations portant sur le nombre et l'atmosphère de «liberté» et de fête, mais ne permet pas une reconstitution factuelle globale : seule la manifestation du 13 mai, caractérisée par son ampleur, a laissé des traces. Et pourtant, suite aux affrontements parisiens du quartier latin le 3 mai, la faculté des lettres organise dès le 6 mai la première manifestation témoignant d'un mouvement de solidarité avec les étudiants de la capitale pour protester contre leur arrestation et stigmatiser la répression policière⁶. Elle prolonge également la lutte contre la réforme Fouchet, menée avec vigueur par l'AGEC depuis la rentrée 1967, qui sert de prétexte à la

5. Parce qu'elles sont constitutives de la construction mémorielle de Mai-Juin 68, elles intéressent l'historien du culturel.

6. Tract AGECE Inform, *Halte à la répression*, 5 mai 1968.

7. *Fouchtra*, la revue de l'Amicale des Lettres, n° 25, *Rentrée 68* (Archives de l'AGEC).

8. Le taux de syndicalisation se situe entre 10 et 12 % dans les années 68 (N. CARBONI, *Mai 68 et les années 68 à Clermont Ferrand : un mouvement étudiant à part ?*, Séminaire Sciences Po du GERME).

9. Xavier VIGNA, *L'insubordination ouvrière*, Presses universitaires de Rennes, 2007, p.195. L'auteur souligne la réactivation d'un instinct de rejet de la figure ennemie de la police qui, dans les conflits, est aux côtés du patronat.

10. L'année 1967 a été scandée par deux manifestations communes : celle du 17 mai 1967 lors de la venue de G. Pompidou et celle du 13 décembre contre les ordonnances.

11. « Un gouvernement sourd aux problèmes de l'Université (insuffisance des crédits, manque de locaux, de maîtres, insuffisance des débouchés...), la volonté du patronat d'accroître au maximum ses privilèges et ses profits, le refus du pouvoir gaulliste de satisfaire les revendications des travailleurs », qui sont plus loin précisées : « l'arrêt des poursuites judiciaires, la libération des emprisonnés,

l'amnistie pour les condamnés, le retrait des forces de police et la réouverture des facultés, et la

satisfaction des revendications des

étudiants et de l'ensemble des travailleurs », *La Montagne*, le 12 mai 1968.

condamnation de la politique économique gaulliste et à la stigmatisation du système capitaliste à l'échelle mondiale, jugé responsable à la fois « de la guerre du Vietnam », « des gouvernements fascistes d'Argentine et du Brésil » et « des coups d'états militaires en Afrique »⁷. Or, au-delà de ce dispositif argumentaire ne dépassant pas le cercle des étudiants syndiqués (relativement plus nombreux qu'ailleurs⁸) ou même le noyau des militants, il est incontestable que la répression policière et l'irruption de la police dans la Sorbonne, espace protégé, fonctionnent comme le détonateur d'une mobilisation contre le pouvoir gaulliste. Ce mouvement de solidarité s'affirme-t-il aussi dans les jeunesse ouvrières ?

Des jeunes ouvriers engagés dans un mouvement ouvrier relativement précoce

Du côté des jeunes ouvriers, c'est à partir du 9 mai, c'est-à-dire précocement, qu'ils participent sous les bannières syndicales de leurs entreprises à des manifestations fondées sur de larges appels intersyndicaux et témoignant d'un engagement de solidarité avec les étudiants contre la répression policière⁹ selon la tradition de manifestation commune visible dans les années 60 à Clermont-Ferrand¹⁰. Celle-ci est réactivée le 11 mai, date à laquelle l'AGEC et les représentants syndicaux remettent au préfet une motion commune où l'hybridation des revendications étudiantes et ouvrières est patente¹¹. Ces jeunes ouvriers assistent aux prises de paroles des responsables syndicaux et se reconnaissent dans les motifs de contestation exprimés à travers banderoles, slogans ou discours qui tous convergent vers la remise en cause du pouvoir gaulliste et témoignent d'une politisation de plus en plus forte du mouvement comme l'illustrent les deux dernières manifestations des

25 mai et 1^{er} juin¹². Privés de prise de parole publique, ils ont néanmoins cette sensation de liberté de mouvement qui contraste singulièrement avec l'ordre usinier volontiers assimilé à une « prison » et à « un carcan » : pour eux, la manifestation est certes la contestation de l'ordre établi mais elle est aussi vécue « comme une grande bouffée d'oxygène »¹³.

En outre, de très jeunes ouvriers (âgés de 18 ans et pas encore syndiqués) participent les 13 et 24 mai ainsi que le 1^{er} juin à des incidents en fin de manifestation : ils suivent les jeunes de la FER (Fédération des étudiants révolutionnaires). Malgré le service d'ordre de la CGT et contre l'ordre de dislocation, aux côtés des étudiants qui brandissent des drapeaux rouges, ils scandent les slogans, lancent des projectiles sur la préfecture et tentent même de dresser des barricades place de Jaude, livrant alors des combats sporadiques aux forces de police qui, matraque en mains, utilisent abondamment les gaz lacrimogènes¹⁴. La manifestation est donc révélatrice d'une rencontre dans l'action entre jeunes étudiants de la FER et une minorité de très jeunes ouvriers. Par la violence qu'elle engendre¹⁵, elle témoigne de rivalités de pouvoirs qui vont s'exacerber entre jeunes « gauchistes » et jeunes ouvriers de 25 ans mais aussi entre étudiants¹⁶.

Cette contestation du pouvoir politique, si prégnante dans les discours, les tracts et les actions contre la préfecture, est-elle le seul moteur de l'engagement à l'échelle des acteurs ordinaires ? Pour répondre à cette question, il nous faut, en opérant un changement de lieu, porter attention à la signification des occupations.

L'occupation de l'Université par les étudiants : contestation des pouvoirs et/ou rivalités de pouvoirs ?

À partir du 13 mai, l'occupation de la faculté des lettres, ponctuée de meetings, d'AG et de commissions réinventant l'Université, pose la question des enjeux politiques. En elle-même l'appropriation des lieux constitue un défi au pouvoir mais elle propulse aussi les étudiants dans une arène politique particulièrement complexe où la contestation des pouvoirs est multiforme.

12. Slogans audibles lors de la manifestation du 25 mai 1968 : « A bas les ordonnances, Liberté syndicale, Des emplois pour tous, Non au chômage, Occupez les usines ! Augmentez les salaires ! Université pour tous », *Auvergne actualités*, Meeting des Salins à Clermont Ferrand, diffusé le 25 mai 1968 (3 mn 09). Pour le 1er juin, les slogans sont entrecoupés du chant de l'Internationale (« Liberté syndicale, De Gaulle démission, Pompidou démission, la gauche au pouvoir, le fascisme ne passera pas, le pouvoir aux travailleurs »).

13. Témoignage de Paul. B (entretien du 16 juin 2006).

14. *La Montagne*, 15 et 26 mai et 2 juin 1968.

15. Pour autant, elle semble plus limitée qu'à Lyon, par exemple, où dans la nuit des barricades du 24 au 25 mai la mort d'un policier provoque un retournement de l'opinion publique.

16. La thématique de la rencontre entre jeunes ouvriers et étudiants a été abordée dans le cadre du colloque « Mouvement étudiant, crises et mobilités collectives », Clermont-Ferrand, novembre 2008.

17. L'AG, regroupant 80 personnes (40 professeurs et 40 étudiants), est dirigée par un bureau élu de 20 personnes. Elle préfigure à la rentrée la nouvelle assemblée élue composée de représentants étudiants, ATOS et professeurs qui fonctionne entre novembre 68 et janvier 69 s'inscrivant ainsi dans une période de cogestion.

18. Les ESU (Étudiants socialistes unifiés), l'UEC (Union des étudiants communistes) et à l'extrême-gauche la FER (Fédération des étudiants révolutionnaires) trotskiste et très active ainsi que des groupes maoïstes tels que ceux du PCMLF (Parti communiste marxiste-léniniste de France).

19. Le PSU, à cette date, est diversifié et comprend une tendance révolutionnaire. Lire V. DUCLERT, «Le PSU, une rénovation politique manquée ? » dans *68 Une histoire collective*, La Découverte, 2008.

20. Christian Nenny, responsable de la Section clermontoise de la FER, a organisé le 15 mai un meeting à la Maison de peuple pour la venue du secrétaire national de la FER Christian Bresson. Le message est clair : au-delà de la lutte

étudiante, c'est une lutte contre le pouvoir en place et pour la « libération du prolétariat ». L'objectif clairement annoncé est de constituer une « organisation politique de masse », une « organisation révolutionnaire de la jeunesse » à laquelle participeraient les jeunes Auvergnats, *La Montagne*, 16 mai 1968.

La maîtrise d'une arène politique complexe ?

La remise en cause du pouvoir universitaire aboutit dès le 16 mai à la création d'une commission paritaire avec les enseignants. Véritable instance de direction de l'université, elle est remplacée à la fin du mois de mai par l'AG de l'université dont le bureau est chargé d'élaborer les projets de réformes sur la liberté d'expression, de réunion et d'information, mais aussi sur la pédagogie¹⁷. Parallèlement, la lutte contre le pouvoir gaulliste et le régime capitaliste, qui fait l'unanimité au sein des différentes tendances de l'AGEC, provoque à partir du 13 mai de virulentes joutes politiques relatives aux stratégies à adopter. Acmé de ce processus, l'AG du 22 mai aboutit à une scission : d'un côté, un comité directeur provisoire de 6 membres (élu à la majorité absolue) accusant la direction de l'AGEC¹⁸ de s'être coupée de la masse des étudiants et de ne représenter qu'une minorité politique ; de l'autre, le président de l'AGEC (Jean-Louis Roussely) et une cinquantaine de militants de la FER. Or, en germe depuis quelques années, la scission révèle un conflit de pouvoir entre deux pôles en concurrence. D'une part, le pôle ESU, branche étudiante du PSU, appelle à constituer des Comités d'action populaire dans les universités, les campagnes, les usines pour renverser le pouvoir gaulliste et donner le pouvoir aux ouvriers, paysans et étudiants¹⁹. En contact à la fois avec les syndicats enseignants et avec la CFDT, les militants aspirent à l'édification d'une « autre société » mais, hostiles à la violence, ils veulent se démarquer de la minorité trotskiste. D'autre part, la mouvance de la FER²⁰, dirigée par Christian Nenny, insiste sur la nécessité de constituer des comités de grève dans toutes les usines et de réaliser au plus vite la jonction entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier au-delà des organisations ouvrières traditionnelles pour élargir la mobilisation contre le pouvoir gaulliste et créer un Comité central de grève dans la perspective du combat contre le capitalisme. Mais la prise de pouvoir, dépendante de cette conjonction, est-elle possible ? Et

surtout, comment les acteurs ordinaires se positionnent-ils par rapport à ces tendances ? En réalité, la contestation de l'ordre politique, si visible dans les tracts, les slogans et les discours des leaders étudiants dans les meetings, distingue deux générations²¹.

La génération des acteurs « aguerri » : un projet politique affirmé

Pour les plus âgés, militants constitutifs de la première génération aguerrie politiquement, Mai-Juin n'est que le catalyseur d'un engagement nourri d'expériences et de lectures politiques. Les témoignages révèlent une grande sensibilisation au contexte politique et idéologique des années 1960, une forte contestation du pouvoir gaulliste et l'inscription mûrement réfléchie dans une mouvance politique. Le parcours de Bernard B.²² peut illustrer cette première génération. Son intérêt pour l'actualité internationale par l'écoute très assidue de la radio en 1968 (*France Inter* et les reportages d'*Europe N°1*) lui permet de suivre « les manifestations dans le monde en Allemagne, Italie, Pologne ». La guerre du Vietnam, par le biais des manifestations anti-américaines de 1967-68 en France, a également joué un rôle dans le processus de politisation. Héritier par la culture cégétiste paternelle d'un anticapitalisme, il s'inscrit dans cette fraction de la jeunesse qui adopte une distance critique face au Parti communiste français et au modèle communiste soviétique. La maturation politique est ici intéressante. Dessinée dès 1966, la critique du modèle communiste soviétique aboutit au début de l'année 1968 au rejet de l'URSS et de la Chine. Puis, Mai-Juin 68, étape décisive de son cheminement, cristallise la contestation de pouvoirs différents. D'une part, il s'engage dans le mouvement étudiant pour contester l'occupation policière de la Sorbonne et la répression, et plus largement signifier son opposition au pouvoir gaulliste. D'autre part, il entre à la FER (puis à l'AJS en 69), c'est-à-dire dans la mouvance trotskiste, un engagement marquant à la fois un moment de prescription de lectures (Marx, Lénine, Trotski avec *Ma vie*, *La IV^e internationale* et *La révolution trahie* ; *Le Trotskisme* de Jean-Jacques Marie) et l'adhésion à un projet de société « socialiste » en rupture avec le système capitaliste.

21. Nous retrouvons donc dans notre corpus l'existence des deux générations déjà mises en évidence (D. BERTAUX *et alii*, « Mai 68 et la formation de générations politiques en France », *Le Mouvement social*, n° 143, avril/juin 1988).

22. Témoignage de Bernard B., étudiant en lettres, 24 ans en 1968 (entretien du 4 juillet 2007).

Les plus jeunes : début de politisation et aspiration à un « changement de société »

Pour les plus jeunes, Mai-Juin 68 est d'abord un temps d'écoute, de réflexion et de recherche politique au cours duquel ils sont immergés dans le processus de circulation des idées « marxisantes » contre l'aliénation et l'exploitation. Autrement dit, ils sont influencés par les effets multiples et « irradiants » de cette prise de parole collective et plurielle. Première étape dans leur parcours de militant souvent préparée par une tradition familiale d'engagement ou facilitée par leur appartenance à des structures telles que la JOC ou les JC, Mai-Juin 68 les conduit à une réflexion sur « une autre société socialiste », aspiration porteuse d'engagements différents au cours des années 1970 : vers le trotskisme ou par le biais du PSU vers le PS et/ou la CFDT. La trajectoire de René D., étudiant en mathématiques, militant au CMR (Chrétiens dans le monde rural), illustre ce processus²³. Il a fait le choix de l'UNEF en 1968 puis de l'UNEF-Renouveau, non par sympathie pour le Parti communiste, discrédité à ses yeux par le manque de démocratie dans les pays de l'Est, mais par rejet de la violence de l'AJS. Sans projet politique précis mais porteur d'une volonté de changement et de l'aspiration à une société socialiste, il a participé au bouillonnement politique de la faculté en 1968-69, un bouillonnement fondé sur l'appropriation d'une culture « marxisante » acquise selon lui davantage par les discussions que par des lectures réduites au *Manifeste du parti communiste* après 1968. Son cheminement contestataire l'a conduit à une triple rupture avec sa culture familiale catholique et conservatrice : une rupture de l'ordre économique avec la contestation du capitalisme, défini comme un « système producteur d'une société injuste et d'individus privés de leurs fruits de leur travail » ; une rupture religieuse avec la critique progressive de l'Église et un glissement vers l'athéisme ; une rupture scolaire, dès 1969, avec l'arrêt d'études universitaires et du projet de devenir enseignant vécu douloureusement par des parents agriculteurs qui avaient beaucoup investi symboliquement et financièrement ce parcours. Après une formation de maçon, il travaille dans le bâtiment et l'entrée à la CFDT qu'il considère comme « idéologique » correspond à sa volonté de changement de société, à l'espérance d'une société socialiste différente des

pays de l'Est, fondée sur l'autogestion (« des salariés, acteurs du projet de changement de société ») et « d'une économie au service de l'homme ».

Dans le monde étudiant, la contestation des pouvoirs est donc liée à un projet de changement de société : celui-ci passe par la voie syndicale ou par des partis politiques tels que la FER à l'extrême gauche ou le PSU attractif pour des étudiants rejetant à la fois des organisations traditionnelles de gauche (FGDS et PCF) et celles de l'extrême-gauche trotskiste discréditée par l'usage d'une violence jugée inacceptable. L'aspiration au changement de société est-elle visible dans le mouvement contestataire des jeunes ouvriers ?

L'occupation des usines : la contestation des pouvoirs de proximité par les jeunes ouvriers

L'occupation de l'usine et la contestation du pouvoir patronal : un enjeu pour les très jeunes ouvriers ?

Le succès de la grève massive du 13 mai provoque à l'échelle nationale de retentissantes occupations d'usines²⁴. À Clermont-Ferrand, le mouvement de grève se généralise assez vite à partir du 17 mai²⁵ et le 22 mai toute l'agglomération est paralysée. Souvent les premiers dans les processus de débrayages de leurs ateliers, puis de l'usine²⁶, les jeunes ouvriers participent pour la première fois à des « grèves sur le tas ». Ils reprennent ainsi la « geste » de leurs aînés et témoignent de la prégnance de la culture ouvrière. En effet, l'occupation est un acte symbolique de contestation et de « transgression » par excellence puisqu'elle est appropriation du lieu de travail et émancipation face au pouvoir patronal et à celui des chefs. L'usine devient alors un monde clos qu'il faut protéger grâce à des rondes de nuit signifiant aux patrons leur attachement à la préservation de l'outil de travail tout en les démarquant des « casseurs » et de la « violence ». Cependant, selon les entreprises, la présence des jeunes est plus ou moins importante. Dans certaines usines, les responsables syndicaux apprécient leur disponibilité, dans d'autres ils les redoutent²⁷. De plus, le moment de l'occupation est certes vécu par les jeunes comme une première expérience intéressante surtout

24. Sud-Aviation à Bouguenais près de Nantes dès le 14 mai (avec séquestration du directeur) puis Renault-Cléon (Seine-Maritime) le 15 ; Sud-Aviation à Saint-Nazaire, dix usines au Havre, les usines Renault de Flins, Sandouville, Le Mans puis Billancourt le 16.

25. À cette date, les travailleurs de la Régie Renault (Route de Lyon) commencent les premiers débrayages. Puis le 18 mai, c'est au tour des cheminots, des PTT, des travailleurs du Bâtiment et travaux publics. Le 20 mai, le personnel municipal et 22 000 salariés Michelin entrent dans la grève après des appels intersyndicaux CFDT-CGT. Le 22 mai, toute l'agglomération est paralysée : les services publics (PTT, EDF, Éducation nationale, EDF-GDF) et les entreprises privées du secteur de la chimie et de la métallurgie (ACC, Olier, AMC, OTC-Fischer) mais aussi les Nouvelles Galeries.

26. Témoignage de Jean-Paul T., OS chez Michelin, né en 1947 (Entretien du 16 mai 2008).

27. Témoignage de Jean Paul T.

28. Témoignage de Guy S., ouvrier dans une petite entreprise de la métallurgie, né en 1948 (entretien du 24 mai 2007).

29. L'organisation de bals populaires, de concours de belote et de pétanque est attestée dans l'usine des Carmes de Michelin et soulignée par la pancarte de l'entrée : « Les travailleurs luttent dans la joie », « On danse au réfectoire du service D ». Grâce à la commission « Loisir et culture » du Comité d'établissement, des pièces de théâtre sont jouées dans l'entreprise.

30. Témoignage de Jean-Paul T.

31. Un communiqué de presse CFDT du 21 mai 1968 confirme cette tendance : « Appel à constituer au niveau des entreprises et des services des comités à caractère strictement intersyndical pour prendre en charge la conduite des actions en cours ».

32. Tract CGT-CFDT du 18 mai 1968 : un appel aux travailleurs Michelin à rejoindre le mouvement de contestation contre le pouvoir gaulliste et pour satisfaire leurs revendications ; Tract non daté, mais se situant juste après le discours du 24 mai de De Gaulle : un appel aux travailleurs Michelin pour la poursuite de la grève et pour la satisfaction de revendications plus qualitatives que quantitatives.

33. Notion qu'on peut mettre en parallèle avec celle de D. MEMMI, « Mai 68 ou

la crise de la domination rapprochée », D. DAMAMME *et alii* (dir.), *Mai-Juin 68*, Les éditions de l'Atelier, 2008. La participation de ces jeunes ouvriers n'est d'ailleurs pas une particularité clermontoise : dans de nombreuses grèves, l'entrée en lutte de nouveaux acteurs (OS, immigrés, femmes et jeunes ouvriers moins intégrés à l'ordre usinier et à l'ordre syndical) est attestée.

si elle conduit à la mise en place d'une section syndicale encore inexistante²⁸ mais il n'est pas toujours le moment festif suggéré par les aînés²⁹. Il peut être perçu comme un moment d'ennui évoqué par le manque d'actions et par des bals « musettes » correspondant bien davantage aux goûts des « anciens »³⁰. Est-ce un temps de « démocratie directe » avec la constitution des comités de grève ? Sur Clermont-Ferrand, en l'état actuel de nos investigations, la plupart des comités de grève sont encadrés par la CGT et la CFDT³¹ qui veillent à la fois à l'organisation matérielle et à l'élaboration des cahiers de revendications dont nous avons par ailleurs des traces à travers les tracts intersyndicaux CGT-CFDT de Michelin de Mai 68³². Certes, les jeunes sont solidaires des revendications de leurs aînés : lutte contre le pouvoir gaulliste et pour la démocratie, lutte contre le pouvoir patronal à travers des revendications quantitatives telles que l'augmentation des salaires et des revendications qualitatives telles que la reconnaissance de la section syndicale et la diminution du temps de travail. Encore ne faut-il pas se laisser abuser par les revendications consensuelles des tracts qui masquent les débats animés voire houleux resurgissant dans les témoignages rétrospectifs recueillis auprès de très jeunes acteurs fortement engagés dans la contestation des « pouvoirs de proximité »³³ qui ne se limitent pas au pouvoir patronal.

Des revendications dissonnantes chez les plus jeunes : la contestation du pouvoir syndical

En réalité, à l'intérieur même du groupe des jeunes ouvriers, des nuances s'imposent. Les jeunes ouvriers de 25 ans, inscrits dans l'univers culturel cégétiste, suivent la ligne de conduite et tout particulièrement reproduisent

le discours de méfiance face aux «gauchistes» considérés comme de dangereux «aventuriers révolutionnaires», «fils de bourgeois» accusés de vouloir dominer le mouvement ouvrier par leurs prises de parole³⁴. Par contre, les plus jeunes, âgés de 18 ans, récemment arrivés dans l'usine et pas encore syndiqués à la CGT, semblent plus rebelles. Certes, ils se sont engagés dans le mouvement en épousant les revendications matérielles de leurs aînés mais ils ont voulu exprimer le refus de la hiérarchie pesante et leur désir de «reconnaissance».

Le témoignage de Paul B. (jeune ouvrier embauché chez Michelin depuis le 18 mars 1968) est à cet égard intéressant³⁵. D'une part, il s'est situé dans la contestation ouvrière du pouvoir patronal et de la hiérarchie, déjà visible dans les conflits sociaux de 1967, par sa dénonciation de «l'esprit militaire qui régnait dans l'encadrement» et qui chez Michelin va se marquer par le découpage des cravates des «petits chefs» (symboles vestimentaires de cette domination honnie) au moment de leur reprise du travail. D'autre part, il s'est lancé dans le mouvement avec l'idée de «renverser le monde, la société, le pouvoir pour une société plus juste» : «on allait tout renverser», «rien ne serait plus comme avant». Et pour lui, l'expression «aller jusqu'au bout» signifiait «prendre la place des patrons». Il «croyait» donc à cette «utopie» révolutionnaire sans pour autant théoriser la contestation du système capitaliste. Il s'est donc inscrit dans cette jeunesse ouvrière (minoritaire) fortement attirée par les idées «gauchistes» et en révolte contre le pouvoir syndical cégétiste.

Or, la CGT est certes déstabilisée par la résistance de jeunes mais elle se mobilise aussi et tente de prendre en compte leurs aspirations. À l'échelle nationale, dans les années 1960, l'organisation de stages spécialisés pour la jeunesse et du Festival de la jeunesse prévu en mai 68 l'attestent. À l'échelle locale, elle engage les jeunes ouvriers de Michelin à rédiger leurs revendications «sur les salaires, la qualification de l'emploi, la 5^e semaine de congés payés, des heures payées pour les cours de formation professionnelle, pour la pratique d'un sport et des loisirs»³⁶. Elle les pousse à créer, au début du mois d'avril 68, une commission Jeunes CGT comme le précise un tract intitulé *Appel aux jeunes travailleurs Michelin avril 1968*³⁷ dont la forme est particulièrement intéressante :

34. Témoignage de Claude T. (né en 1943), entretien du 6 juin 2006.

35. Témoignage de Paul B. (né en 1947), entretien du 16 juin 2006.

36. *Le Vérificateur*, n° 10, Journal de la section syndicale CGT de TV Cataroux-Estaing et la Combaude, avril n° 68. C'est un appel à «tous les jeunes syndiqués ou non ainsi que les jeunes espagnols et portugais qui sont désireux de voir se réaliser des améliorations du niveau de vie des travailleurs». La réunion est prévue le samedi 27 avril 1968 au Popeye Bar, rue de la Sellette près de la place des Carmes.

37. Archives de l'UD de la CGT du Puy-de-Dôme.

38. Témoignage de Jean-Paul T.

39. Tract de *Voix ouvrière* du 15 mai 1968 qui, après la manifestation du 13 mai, incite les «jeunes travailleurs» à les rejoindre pour s'émanciper des «partis dits ouvriers» mais «non révolutionnaires», pour détruire la société («cette société est pourrie, il faut la foutre par terre et en reconstruire une autre»), en construire une plus juste, et enfin prendre en main les usines («Ils feront la loi dans les usines»).

«Nous avons compris que les attaques gouvernementales et patronales portées à la jeunesse constituaient le début de la destruction du mouvement ouvrier et de ses organisations. Nous avons décidé qu'il était temps de réagir et de riposter énergiquement contre la réforme Fouchet et son complément, la loi sur la Formation Professionnelle en menant une bataille pour la défense du CAP et la défense de la qualification. Nous avons préconisé le rassemblement des jeunes travailleurs de chaque atelier afin qu'ils se réunissent, discutent et décident eux-mêmes des actions qu'ils envisagent».

Ainsi, la CGT sensibilise les jeunes à la lutte contre la politique gaulliste, les inscrit dans le mouvement ouvrier tout en leur reconnaissant le droit de formuler des revendications particulières. Celles-ci peuvent d'ailleurs concorder avec certains témoignages comme celui d'un jeune OS Michelin³⁸ pour qui la diminution du temps de travail, passant par la suppression du travail du samedi, était la première revendication de jeunes voulant comme les autres participer aux loisirs.

Cependant, d'autres témoignages, en mettant l'accent sur la sous-représentation dont étaient victimes les jeunes OS de Michelin dans les instances syndicales, suggèrent une contestation du pouvoir syndical. Celle-ci peut par ailleurs être renforcée par des contacts avec des ouvriers trotskistes travaillant dans d'autres services de l'usine Michelin (par exemple, Gérard Bellaigues au service Vedeo), et des rencontres avec des amis étudiants trotskistes dans des cafés ou dans la coopérative Michelin, qui sont autant de «passerelles» possibles entre monde étudiant trotskiste et monde ouvrier. Elle est enfin fortifiée par les tracts de la *Voix ouvrière* diffusés aux portes des usines³⁹ ou ceux de la FER, qui accentuent l'animosité contre le pouvoir gaulliste mais aussi contre les appareils syndicaux accusés de trahison et d'allégeance au gouvernement. En somme, une convergence graduelle a pu avoir lieu ponctuellement entre les très jeunes ouvriers et les étudiants de la FER : d'abord dans la contestation du pouvoir patronal et du pouvoir syndical, des «pouvoirs de proximité», puis dans la remise en cause du pouvoir gaulliste.

La discordance entre des récits très marqués par une «aspiration au changement» et les revendications politico-sociales des

tracts des appareils invite à la réflexion. Elle souligne en effet l'écart entre des témoignages «d'acteurs ordinaires» et des sources écrites reflétant les lignes idéologiques des syndicats et/ou partis politiques, plus proches des discours tenus par «les militants leaders» du mouvement. De plus, l'analyse des récits rétrospectifs montre combien, en fonction des jeunesses, des générations et des individus, la contestation des pouvoirs prend des tonalités différentes. Du côté des étudiants, elle a une dimension politique plus affirmée bien qu'il faille distinguer deux générations. La première génération aguerrie place au cœur de son discours la forte contestation du pouvoir gaulliste puis son aspiration à construire, en rupture (révolutionnaire ?) avec le système capitaliste, des structures qui soient susceptibles de procéder à la construction d'une société «socialiste». Les jeunes étudiants de première année font prédominer l'aspiration à un projet de société (encore indéfini) sur l'opposition au pouvoir gaulliste. Engagés dans un processus de politisation, ils vont se positionner politiquement ou syndicalement après Mai-Juin 68 à partir de deux données : rejet ou non du modèle communiste ; acceptation ou non de l'usage de la violence. Du côté des jeunes ouvriers, qui disposent d'une marge de manœuvre beaucoup plus réduite – puisqu'ils sont inscrits dans un mouvement ouvrier «adulte» – une contestation des «pouvoirs de proximité», souvent occultée, ressurgit dans les témoignages oraux. La contestation porte sur des pouvoirs visibles et quotidiens, personnifiés par des figures concrètes que sont le patron, expression du riche capitaliste, et les chefs d'atelier. Elle peut aussi s'orienter vers des responsables syndicaux autoritaires peu enclins à accepter les revendications d'autonomie des jeunes et surtout leur attraction vers les discours et les actions trotskistes. Dans tous les cas, la contestation des pouvoirs, par le biais d'engagements qu'elle renforce ou qu'elle suscite, contribue à forger des identités militantes dans les années 1970.